

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 200

26 janvier 2015

SOMMAIRE

Autodis S.A.	9557	Followcorp S.à r.l.	9564
Cavallino S.A.	9564	Fortezza Parent S.à r.l.	9558
Commodore European Investment Co. II S.à r.l.	9567	Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) II S.à r.l.	9556
Di Falco S.à r.l.	9554	Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) IV S.à r.l.	9558
Dinavitalux S.à r.l.	9555	FRE Invest S.A.	9567
Dobry S. à r.l.	9557	Fusion S.A.	9572
Dolia S.A.	9557	Hymmo S.A.	9559
ECO Holding S.à r.l.	9554	IACG Holdings II LUX S.à r.l.	9560
ECommerce Taxi Asia S.à r.l.	9556	Icarel S.A.	9559
Ecomulsion Holdings S.A.	9555	I.D. Associates S.à r.l.	9558
Ecoplus SPF S.A.	9554	Idra International S.A.	9559
ECVV Business Solutions S.à r.l.	9557	IHG CORE Holdings (Europe) S.à r.l.	9600
Efese S.A.	9554	Immo A16 S.A.	9560
Elbblick (Echo) S.à r.l.	9555	Immo Brameschhof S.A.	9560
Engavest S.à r.l.	9556	Inspicio S. à r.l.	9559
EnVivo (Luxembourg) II S.à r.l.	9556	Integrated Core Strategies (Europe) S. à r.l.	9560
EnVivo (Luxembourg) IV S.à r.l.	9558	Naturwerk S.A.	9563
EPF Specks Hof S.à r.l.	9558	Oranje-Nassau Développement S.A., SI- CAR	9599
Esyodis S.A.	9561	Peaksid European Holdco S.à r.l.	9593
FB Participation Two S.à r.l.	9554	PPD Luxembourg II	9597
Finance Trainer Research Institute S.à r.l.	9555		
Firewall Management Mip S.à r.l.	9576		

Di Falco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4973 Dippach, 109, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 43.760.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DI FALCO SARL

Référence de publication: 2014206843/10.

(140231461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Ecoplus SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 155.052.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014206876/10.

(140231217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

ECO Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 160.527.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Antoine Clauzel
Liquidateur

Référence de publication: 2014206875/11.

(140231204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Efese S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 106.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EFESE S.A.
Un mandataire

Référence de publication: 2014206879/11.

(140231230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

FB Participation Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.
R.C.S. Luxembourg B 168.864.

Les comptes annuels de FB Participation Two S.à r.l., arrêtés au 31 décembre 2013 et dûment approuvés par les actionnaires en date du 18 décembre 2014, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Pour la société FB Participation Two S.à r.l.

Référence de publication: 2014206930/12.

(140231282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Dinavitalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 3, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 147.126.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014206845/10.

(140231451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Finance Trainer Research Institute S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6940 Niederanven, 205, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 157.195.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2014206908/11.

(140231374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Elbblick (Echo) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 127.078.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

En date du 19 décembre 2014 l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister à dater du 19 décembre 2014;
- Décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans à partir du 19 décembre 2014 au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.
Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206857/16.

(140231371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Ecomulsion Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 161.833.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société ECOMULSION HOLDINGS SA. (en liquidation) tenue à Luxembourg en date du 22 décembre 2014 que les actionnaires, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- 1) La liquidation de la société a été clôturée.
- 2) Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège social de la société, et les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers et aux actionnaires qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation sont déposés au même siège social au profit de qui il appartiendra.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014206855/17.

(140231710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

**Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) II S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. EnVivo (Luxembourg) II S.à r.l.).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 165.146.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) II S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014206917/11.

(140231325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Engavest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 160.563.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 19 décembre 2014.

En date du 19 décembre 2014, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de M. Hille-Paul Schut en tant que gérant unique de la Société et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014206868/15.

(140231452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

ECommerce Taxi Asia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.625,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 180.251.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 1^{er} octobre 2014, que l'associé de la Société, ECommerce Holding III S.à r.l., a transféré les 1.563 parts sociales qu'il détenait dans la Société à Rocket Internet AG, une Aktiengesellschaft, constituée et régie selon les lois de l'Allemagne, ayant son siège social à l'adresse suivante: 20, Johannisstrasse, 10117 Berlin, Allemagne et immatriculée auprès du Handelsregister des Amtsgerichts Berlin-Charlottenburg sous le numéro HRB 159634 B.

Apports en nature

En date du 1^{er} octobre 2014, le nouvel associé de la Société, Rocket Internet AG, précité, a cédé par apport en nature les 1.563 parts sociales qu'il détenait dans la Société à la société:

- Asia Internet Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 7, Avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B177038.

A la même date, ce dernier a cédé également par apport en nature les 1.563 parts sociales qu'il détenait dans la Société à l'associé, Emerging Markets Taxi Holding S.à r.l.

En conséquence, la totalité des parts de la Société sont désormais détenues comme suit:

Emerging Markets Taxi Holding S.à r.l.	12.500 parts sociales
	3.125 parts de Série A

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

ECommerce Taxi Asia S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014206871/28.

(140231068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

ECVV Business Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 161.886.

—
Extrait du Procès-verbal du conseil de gérance qui s'est tenu le 23 septembre 2014

Le Conseil d'administration a approuvé le changement d'adresse à partir du 1^{er} octobre 2014 de:
Madame Violaine VILAIR, Associée, avec adresse privée au 6, rue le relais à L-8040 Luxembourg;
Monsieur Eric CHINCHON, Associé, avec adresse privée au 6, rue le relais à L-8040 Luxembourg.

Le mandataire

Référence de publication: 2014206878/13.

(140231927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Dobry S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 450.000,00.**

Siège social: L-1842 Howald, 37, avenue Grand-Duc Jean.

R.C.S. Luxembourg B 153.628.

—
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014206847/10.

(140231516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Autodis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 18, Op der Drieschen, Zone Industrielle «Um Monkeler».

R.C.S. Luxembourg B 79.626.

—
Extrait du Conseil d'Administration du 01.12.2014

Le conseil d'administration décide, à l'unanimité des voix, de nommer la société FIDUO, Experts comptables, société de droit luxembourgeois immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 56248, dont le siège social est au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, en tant que dépositaire des actions au porteur, conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014205237/14.

(140230020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Dolia S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 100.103.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 28 novembre 2014 que:

L'assemblée décide de nommer en qualité de dépositaire professionnel en charge de la tenue du registre des actions:

- Monsieur PHONG Daniel, juriconsulte, né le 5 juin 1970 à Vientiane (LAOS), demeurant professionnellement à L-1143 Luxembourg, 2 rue Astrid

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014206848/16.

(140231360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Fortezza Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 112.379.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014206915/9.
(140231508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

**Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. EnVivo (Luxembourg) IV S.à r.l.).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 165.144.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Forum Pharmaceuticals (Luxembourg) IV S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014206919/11.

(140231319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

I.D. Associates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4963 Clemency, 9BIS, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 175.067.

Extrait des minutes du Conseil de Gérance du 05 décembre 2014.

Le Conseil de Gérance prend note de la démission de Monsieur Johan WOUTERS de son mandat de gérant de la société en date du 05 décembre 2014.

Le Conseil de Gérance note également le changement d'adresse professionnelle de Mlle MERNIER et de M. ANDRIANNE, adresse qui s'établit désormais au 9bis, rue Basse à L-4963 Clémency.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014207017/14.

(140231688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

EPF Specks Hof S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 117.692.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Suite aux résolutions écrites prises le 23 décembre 2014, l'associé unique a décidé de prononcer la clôture de la liquidation de la Société.

Les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante:

6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2014206887/20.

(140231391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Hymmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 10, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 93.951.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014207016/9.
(140231563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Inspicio S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 136.460.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Antoine Clauzel
Gérant

Référence de publication: 2014207021/11.
(140232168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Icarel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 86.306.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2014.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014207030/13.
(140230975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Idra International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 72.940.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 22 décembre 2014 a accepté la démission du réviseur d'entreprises Fiduciaire d'expertise comptable et de revision Everard-Klein S.à.r.l. et nomme en son remplacement un commissaire aux comptes:

La société CeDerLux-Services S.à r.l. ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, 1449 Luxembourg.

L'assemblée générale ordinaire a également renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Marc Koeune
- Monsieur Guido Maria Pedone
- Monsieur Jean-Yves Nicolas

Le commissaire aux comptes CeDerLux-Services S.à r.l. ayant son siège social au 18, rue de l'Eau L-1449 Luxembourg.
Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014207033/21.
(140231011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Immo Brameschhof S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 70.753.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014207018/9.
(140231604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Immo A16 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 46.657.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014207038/10.
(140231558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

IACG Holdings II LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 164.634.

Extrait des résolutions de l'associé unique

En date du 17 décembre 2014, l'associé unique de la société a décidé de nommer:

- Monsieur Steffen Klees, né le 26 mars 1978 à Dernbach, Allemagne, demeurant professionnellement au 4, Rue Lou Hemmer, L- 1748 Findel, en tant que gérant de catégorie A avec effet au 17 décembre 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014207027/17.
(140230781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Integrated Core Strategies (Europe) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.001,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 124.569.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique prises en date du 12 décembre 2014

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique de Integrated Core Strategies (Europe) S.à r.l. (la Société) en date du 12 décembre 2014 que l'associé unique a décidé:

(i) d'accepter les démissions de M. Safras Zavahir et M. Lawrence Statsky de leurs mandats de gérant A de la Société avec effet au 4 décembre 2014; et

(iii) de nommer M. Robert Westling, né le 10 juillet 1965 à New York, Etats-Unis, ayant son adresse professionnelle au 50, Berkeley Street, Londres W1J8HD, Royaume-Unis et (ii) M. Ioannis Vasatis, né le 18 octobre 1957 à Thessaloniki, Grèce, ayant son adresse professionnelle au 50, Berkeley Street, Londres W1J8HD, Royaume-Unis, en tant que gérants A de la Société avec effet au 4 décembre 2014 pour une durée indéterminée.

Pour la société, Integrated Core Strategies (Europe) S.à r.l.

Référence de publication: 2014207023/18.
(140230891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Esyodis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3509 Dudelange, 14, rue Lentz.

R.C.S. Luxembourg B 156.235.

L'an deux mille quatorze, le neuf décembre.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "ESYODIS S.A.", établie et ayant son siège à L-3509 Dudelange, 14, rue Lentz, constituée suivant acte du notaire Jacques DELVAUX alors de résidence à Luxembourg, en date du 28 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 2585 du 26 novembre 2010, modifiée pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 30 juillet 2014, publié au dit Mémorial C, Numéro 2942 du 15 octobre 2014, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 156.235,

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Thierry BLAISE, demeurant à Villery (France),

qui désigne comme secrétaire Christophe Perino, gérant de sociétés, demeurant à Luttange (France),

L'assemblée choisit comme scrutateur Christophe Perino, gérant de sociétés, demeurant à Luttange (France),

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Augmentation de capital social de la société ESYODIS S.A. au moyen d'un apport en nature réalisé par Monsieur BAILLY Jean Marie, de 5% des parts sociales de la société SCOP AUBELEC, ayant son siège social 1, Rue du Parc de Sancey, Route Marcel Bidot à F-10800 SAINT-JULIEN-LES-VILLAS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TROYES sous le numéro 301.213.476, représentant un apport en nature d'un montant de 52.500.- EUR (cinquante deux mille cinq cents euros) (valeur arrêtée par les administrateurs);

2. Souscription et libération intégrale de 525 actions nouvelles au profit de Monsieur BAILLY Jean Marie, suite à l'apport en nature de 5% des parts sociales de la société AUBELEC;

3. Augmentation de capital social de la société ESYODIS S.A. au moyen d'un apport en numéraire réalisé par la société STURNO TELECOM, ayant son siège social rue des Grèves à F-50300 AVRANCHES, immatriculée au Registre de Commerce et de Sociétés de COUTANCES sous le numéro 501.665.749, de la somme de 60.000.- EUR (soixante mille euros) par un apport en numéraire;

4. Souscription et libération intégrale de 600 actions nouvelles au profit de société STURNO TELECOM, suite à cet apport en numéraire de 60.000.- EUR (soixante mille euros);

5. Modification subséquente des statuts;

6. Divers.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du bureau sera annexée au présent acte pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour. Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir renoncé à toutes les formalités de convocation.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de cent douze mille cinq cents euros (EUR 112.500,-), afin de le porter de son montant actuel d'un million cent trente mille deux cents euros (EUR 1.130.200,-) à un montant d'un million deux cent quarante-deux mille sept cents euros (EUR 1.242.700,-).

Deuxième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée décide d'émettre 1.125 (mille cent vingt-cinq) actions, d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euros) chacune, bénéficiant des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Intervention des apporteurs - Souscription - Libération

1) Intervient aux présentes Monsieur Thierry BLAISE, demeurant à F-10320 Villery (France), agissant au nom et pour le compte de Monsieur Jean-Marie BAILLY, demeurant à F-10800 Rouilly-Saint-Loup, 30, rue du Parc, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 2 décembre 2014,

lequel déclare, au nom et pour le compte de son mandant, souscrire et libérer en totalité cinq cent vingt-cinq (525) actions, d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euros) chacune, pour un montant total de cinquante-deux mille cinq cents euros (EUR 52.500.-),

par l'apport en nature de trois mille deux cent soixante-seize (3.276) actions représentant 5% du capital social de la société coopérative à forme anonyme de droit français dénommée AUBELEC, établie et ayant son siège social à F-10800 Saint-Julien-les-Villas, 1, rue du Parc de Sancey, route Marcel Bidot, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Troyes sous le numéro 301 213 476.

Le souscripteur déclare être propriétaire desdits titres librement transmissibles, qui sur base du présent acte, seront transférés à la société bénéficiaire "ESYODIS S.A.".

Ladite procuration restera annexée aux présentes après avoir été signée «ne varietur» par toutes les parties et par le notaire instrumentant.

Rapport du Réviseur

La valeur des actions a été confirmée dans le rapport de l'auditeur élaboré par Monsieur Stéphane GAILLARD de la société INTERAUDIT S.à r.l., ayant son siège social à Howald, en date du 5 décembre 2014, qui conclut comme suit: "sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie."

Ledit rapport restera, après avoir été signé "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

2) Intervient aux présentes Monsieur Christophe PERINO, préqualifié, agissant au nom et pour le compte de la société STURNO TELECOM, une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social à F-50300 Avranches, rue de la Grèves, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Coutances sous le numéro 501 665 749, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 2 décembre 2014,

lequel déclare, au nom et pour le compte de son mandant, souscrire et libérer en totalité six cents (600) actions, d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euros) chacune, pour un montant total de soixante mille euros (EUR 60.000.-), par un apport en numéraire.

Ladite procuration restera annexée aux présentes après avoir été signée «ne varietur» par toutes les parties et par le notaire instrumentant.

La réalité de cet apport en numéraire a été justifiée au notaire instrumentant et l'assemblée déclare à l'unanimité accepter la libération intégrale de cet apport.

L'Assemblée générale constate que toute l'augmentation de capital se trouve dûment souscrite, libérée et réalisée de la manière ci-avant exposée.

Troisième résolution

En conséquence des déclarations et des résolutions qui ont précédé, les apports ayant été accomplis, L'Assemblée décide de modifier l'article 5 alinéa 1^{er} des statuts de la Société comme suit:

Art. 5. alinéa 1^{er}. «Le capital social est fixé à un million deux cent quarante-deux mille sept cents euros (EUR 1.242.700.-), représenté par douze mille quatre cent vingt-sept (12.427) d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, le Président clos l'Assemblée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital au droit fixe d'enregistrement, s'élève à environ mille quatre cent dix euros (EUR 1.410,-).

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu et traduit en un langage connu des comparants, tous connus du notaire par leur prénom, nom, état civil et domicile, les comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: BLAISE, PERINO, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 décembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 59760. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209091/107.

(140233577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Naturwerk S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}.

R.C.S. Luxembourg B 26.237.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le seizième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société anonyme de droit luxembourgeois "ANTAR INVEST S.A.", ayant son siège social à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 81297, ici dûment représentée par un de ses administrateurs-délégués, Monsieur Jean BEISSEL, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1) Que la société anonyme "NATURWERK S.A.", ayant son siège social à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 26237, (la "Société"), a été constituée originellement sous la dénomination sociale de "NATURWERK HOLDING S.A.", suivant acte reçu par Maître Réginald NEUMAN, alors notaire de résidence à Bascharage (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 12 juin 1987, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 310 du 4 novembre 1987,

et que les statuts (les "Statuts") ont été modifiés:

- suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 1^{er} septembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 533 du 7 novembre 1993,...

- suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, alors notaire de résidence à Hesperange (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 23 décembre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 210 du 29 avril 1998, contenant notamment l'abandon du statut de société holding régi par la loi du 31 juillet 1929, la transformation en une société de participation financière pleinement imposable ainsi que l'adoption par la Société de sa dénomination sociale actuelle;

- suivant résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire, tenue sous seing privé en date du 16 août 2001, contenant notamment le changement de la devise d'expression du capital social en euros; l'extrait afférent ayant été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 124 du 23 janvier 2002;

2) Que le capital social est fixé à trente et un mille deux cent cinquante euros (31.250,- EUR), représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune;

3) Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la Société (l'"Actionnaire Unique");

4) Que l'Actionnaire Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

5) Que l'Actionnaire Unique prononce explicitement la dissolution de la Société et sa mise en liquidation, avec effet en date de ce jour;

6) Que l'Actionnaire Unique se désigne comme liquidateur de la Société, et agissent en cette qualité, il aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;

7) Que l'Actionnaire Unique, dans sa qualité de liquidateur, requiert le notaire d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé ou provisionné et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment couvert; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, et donc non payés, il assume l'obligation irrévocable de payer ce passif éventuel et qu'en conséquence de ce qui précède tout le passif de la Société est réglé;

8) Que l'Actionnaire Unique déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué au point 7);

9) Que l'Actionnaire Unique déclare formellement renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation;

10) Que l'Actionnaire Unique déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission d'actions ou de tous autres valeurs seront annulés;

11) Que décharge pleine et entière est donnée au conseil d'administration et au commissaire pour l'exécution de leur mandat;

12) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à l'ancien siège social de la Société à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}.

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au représentant légal de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite personne a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. BEISSEL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 décembre 2014. LAC/2014/61169. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209460/69.

(140234032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Cavallino S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 52.480.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par un jugement du 18 décembre 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, VI^e section, siégeant en matière commerciale a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme CAVAL-LINO S.A., dont le siège social à L-1358 LUXEMBOURG, 4 rue Pierre de Coubertin, a été dénoncé en date du 12 janvier 2004.

Les frais ont été mis à charge du trésor.

Pour extrait conforme

Me Pierre FELTGEN

Le liquidateur

Référence de publication: 2014205362/15.

(140230489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

Followcorp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 169.888.

In the year two thousand and four.

On the seventeenth day of december.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

The private limited company The roses alley S.à r.l., R.C.S. Luxembourg section B number 169889, with its registered office at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert,

Mr. Christophe BAILLON, born in Gennevilliers (France), on April 25, 1967, residing at 16130 Gimeux (France), 25, route de Coulonges,

Mr. Errol COHEN, born in Casablanca (Morocco), on December 12, 1968, residing at 75116 Paris (France), 4, rue Marbeau,

all here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of three (3) proxies given under private seal.

Such proxies, after having been signed "ne varietur" by the notary and the proxy holder, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing parties, through their attorney, declared and requested the notary to act:

That the appearing parties are the sole present shareholders of the private limited company (société à responsabilité limitée) "Followcorp S.à r.l.", with its registered office at L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg section B number 169888, incorporated by deed of the undersigned notary on June 28, 2012, published in the Mémorial C number 1916 of August 2, 2012,

and that the appearing parties have taken the following resolutions unanimously:

First resolution

The appearing parties decide to adopt a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) per share and to exchange the one hundred and twenty-five (125) shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each against one thousand two hundred and fifty (1,250) shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each.

Second resolution

The appearing parties decide to increase the corporate capital to the extent of nine hundred and seventy Euro (EUR 970.-) in order to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to thirteen thousand four hundred and seventy Euro (EUR 13,470.-) by the issue of ninety-seven (97) new shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each having the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

After having partially wind their preferential subscription right, the current shareholders accept the following parties:

Mr. Laurent ESPOSITO, born in Reims (France), on July 7, 1965, residing at 75015 Paris (France), 15, rue Henri Bocquillon, represented by Mr Max MAYER, aforementioned, by virtue of a proxy given under private seal;

Mr. Guil YMAR, born in Marseille (France), on June 29, 1971, residing at 94300 Vincennes (France), 26, rue Defrance, represented by represented by Mr Max MAYER, aforementioned, by virtue of a proxy given under private seal

The company Bitsmedia Pte Ltd, with its registered office at 308900 Singapore, 51, Goldhill Plaza, #22-06/07, registered with the Trade and Companies Register of Singapore under number 200906424R and, represented by Mr Max MAYER, aforementioned, by virtue of a proxy given under private seal, (the "Subscribers").

The Subscribers declared to subscribe for the following shares in the company and fully pay them up by way of a contribution in cash representing the amount to the extent of which the capital will be increased and a share premium which will be recorded in the share premium account as follows:

Subscriber	Shares Subscribed (number and class)	Share Premium (EUR)	Subscribed and paid-in (EUR)
Laurent ESPOSITO	44 shares with a nominal value of EUR 10.- each	EUR 47,080.-	EUR 47,520.-
Guil YMAR	25 shares with a nominal value of EUR 10.- each	EUR 26,750.-	EUR 27,000.-
Bitsmedia Pte Ltd	28 shares with a nominal value of EUR 10.- each	EUR 29,960.-	EUR 30,240.-
TOTAL	97 shares with a nominal value of EUR 10.- each	EUR 103,790.-	EUR 104,760.-

The appearing parties resolved to accept said subscriptions and to allot the new shares to the Subscribers detailed above.

The aggregate amount of one hundred and four thousand seven hundred and sixty Euro (EUR 104,760.-) is forthwith at the free disposal of the company, evidence of which has been given to the undersigned notary by means of a blocking certificate confirming availability of the subscription amount on the company's bank account.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the appearing parties decide to amend the first paragraph of article six of the articles of association which will have henceforth the following wording:

" Art. 6. (first paragraph). The corporate capital is set at thirteen thousand four hundred and seventy Euro (EUR 13,470.-) represented by one thousand three hundred and forty seven (1,347) shares with a nominal value of ten Euro (EUR 10.-) each."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 1,450.-

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by its surname, Christian name, civil status and residence, the attorney signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze.

Le dix-sept décembre

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg),

ONT COMPARU:

The roses alley S.à r.l., société à responsabilité limitée R.C.S. Luxembourg section B numéro 169889, ayant son siège à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert,

M. Christophe BAILLON, né à Gennevilliers (France), le 25 avril 1967, demeurant à 16130 Gimeux (France), 25, route de Coulonges,

M. Errol COHEN, né à Casablanca (Maroc), le 12 décembre 1968, demeurant à 75116 Paris (France), 4, rue Marbeau, tous trois (3) ici représentés par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de trois (3) procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesquelles procurations, après avoir été signée "ne varietur" par le notaire et le mandataire, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquels comparants ont, par leur mandataire, requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de la société à responsabilité limitée "Followcorp S.à r.l.", ayant son siège à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg section B numéro 169888, constituée par acte du notaire instrumentant en date du 28 juin 2012, publié au Mémorial C numéro 1916 du 2 août 2012,

et que les comparants ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

Les comparants décident d'adopter une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) par part sociale et d'échanger les cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune contre mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) chacune.

Deuxième résolution

Les comparants décident d'augmenter le capital social à concurrence de neuf cent soixante-dix Euros (EUR 970,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) à treize mille quatre cent soixante-dix Euros (EUR 13.470,-) par l'émission de quatre-vingt-dix-sept (97) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) chacune, jouissant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

Après avoir renoncé partiellement à leur droit préférentiel de souscription, les associées actuelles acceptent les parties suivantes:

M. Laurent ESPOSITO, né à Reims (France), le 7 juillet 1965, demeurant à 75015 Paris (France), 15, rue Henri Bocquillon, ici représenté par Monsieur Max MAYER susmentionné, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

M. Guil YMAR, né à Marseille (France), le 29 juin 1971, demeurant à 94300 Vincennes (France), 26, rue Defrance, ici représenté par Monsieur Max MAYER susmentionné, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

La société Bitsmedia Pte Ltd, ayant son siège à 308900 Singapore, 51, Goldhill Plaza, #22-06/07, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Singapour sous le numéro 200906424R ici représentée par Monsieur Max MAYER susmentionné, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,, (les «Souscripteurs»).

Les Souscripteurs ont déclaré souscrire les parts sociales suivantes dans la société et les libérer intégralement par un apport en espèces représentant le montant à concurrence duquel le capital sera augmenté ainsi qu'une prime d'émission qui sera inscrite au compte prime d'émission:

	Parts Sociales Souscrites (nombre et catégorie)	Prime d'Emission (EUR)	Souscription et paiement (EUR)
Laurent ESPOSITO	44 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10.- chacune	EUR 47.080,-	EUR 47.520,-
Guil YMAR	25 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10.- chacune	EUR 26.750,-	EUR 27.000,-
Bitsmedia Pte Ltd	28 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10.- chacune	EUR 29.960,-	EUR 30.240,-
TOTAL	97 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10.- chacune	EUR 103.790,-	EUR 104.760,-

Les comparants ont décidé d'accepter lesdites souscriptions et d'attribuer les nouvelles parts sociales au Souscripteurs décrit ci-dessus.

Le montant total de cent quatre mille sept cent soixante Euros (EUR 104.760,-) est dès à présent à la libre disposition de la société, dont la preuve a été donnée au notaire instrumentant par un certificat de blocage confirmant la disponibilité du montant de souscription sur le compte bancaire de la société.

Troisième résolution

Suite à la résolution qui précède, les comparants décident de modifier le premier alinéa de l'article six des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

“ **Art. 6. (premier alinéa).** Le capital social est fixé à treize mille quatre cent soixante-dix Euros (EUR 13.470,-) représenté par mille trois cent quarante-sept (1.347) parts sociales d'une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) chacune.”.

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de 1.450,- EUR.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 décembre 2014. Relation GRE/2014/5178. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014209119/149.

(140233618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Commodore European Investment Co. II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 188.750.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance

Les gérants de la Société ont décidé d'approuver le transfert du siège social de la Société du 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg avec effet au 15 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Pour Commodore European Investment Co. II S.à r.l.

Référence de publication: 2014205341/14.

(140229204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

FRE Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4, op der Haart.

R.C.S. Luxembourg B 193.119.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le dix-neuvième jour du mois de décembre.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

1. FINOLUX, une société anonyme de droit luxembourgeois, constituée suivant acte de Maître Jean Joseph WAGNER, en date du 20 août 2014, avec siège social à L - 1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189.739, représentée par son administrateur Monsieur Pierre LENTZ,

ici représentée par Madame Anne-Françoise LONGUEVILLE, expertcomptable, demeurant professionnellement à L-9999 Wemperhardt, 4 Op der Haart, en vertu d'une procuration donnée le 4 décembre 2014 à Luxembourg.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme («la Société»), régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg («les Lois») et par les présents statuts («les Statuts»).

Art. 2. Dénomination. La Société prend comme dénomination «FRE INVEST S.A.».

Art. 3. Siège social. Le siège de la Société est établi dans la commune de Weiswampach.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la même commune par une décision du conseil d'administration, et à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Objet. La Société a pour objet toutes prises de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts sociales et de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds, la création, la gestion, la mise en valeur et la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets.

La Société pourra s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou autre manière, dans toute société ou entreprise luxembourgeoise ou étrangère, notamment par la création de filiales ou succursales.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

De façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 6. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent-dix euros (EUR 310,-) chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Prime d'émission. En outre du capital social, un compte prime d'émission peut être établi dans lequel seront transférées toutes les primes payées sur les actions en plus de la valeur nominale.

Le montant de ce compte prime d'émission peut être utilisé, entre autre, pour régler le prix des actions que la Société a rachetées à ses actionnaire(s), pour compenser toute perte nette réalisée, pour des distributions au(x) actionnaire(s) ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale.

Art. 8. Actions. Envers la Société, les actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis.

Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Forme des actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En présence d'actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société. Ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions détenues par lui, les montants libérés sur chacune des actions, le transfert d'actions et les dates de tels transferts.

En présence d'actions au porteur, un registre sera tenu auprès d'un des dépositaires énoncé par la loi, ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions au porteur détenues par lui, le transfert d'actions et les dates de tels transferts, tel qu'énoncé par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur portant modification de la loi du 10 août 1915, modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

Art. 10. Composition du Conseil d'Administration. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre, appelé «administrateur unique», jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateur(s) seront nommés par les actionnaire(s), qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six années, respectivement ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment par une résolution des actionnaire(s).

Art. 11. Pouvoir du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés en vertu des Lois ou des Statuts au(x) actionnaire(s) relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera.

Art. 12. Représentation. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée en toutes circonstances, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le Conseil d'Administration est composé de trois membres ou plus par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement celle d'un administrateur-délégué ou par la signature individuelle de l'administrateur délégué pour ce qui concerne la gestion journalière. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

La Société sera également engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Acompte sur dividende. Le Conseil d'Administration peut décider de payer un dividende intérimaire sur base d'un état comptable préparé par eux duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer en tant que dividende intérimaire ne peuvent jamais excéder le montant total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu des Lois ou des Statuts.

Art. 14. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil de d'Administration nommera parmi ses membres un président et pourra nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même administrateur responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil d'Administration.

Le Conseil de d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres, au lieu et date indiqués dans la convocation.

Si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un administrateur peut également renoncer à sa convocation à une réunion, soit avant soit après la réunion, par écrit en original, par fax ou par e-mail.

Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour les réunions qui sont tenues au lieu et date indiqués dans un agenda de réunions adopté à l'avance par le Conseil de d'Administration.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre administrateur comme son mandataire.

Tout membre du Conseil d'Administration peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil d'Administration.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres.

Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En outre, une décision écrite, signée par tous les administrateurs, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs administrateurs.

Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des administrateurs en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Art. 15. Rémunération et débours. Sous réserve de l'approbation des actionnaire(s), les administrateur(s) peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Si un ou plusieurs administrateurs ont ou pourraient avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, cet administrateur devra en aviser les autres administrateur(s) et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans le cas d'un administrateur unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est administrateur, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise.

Art. 17. Responsabilité des administrateur(s). Les administrateurs n'engagent, dans l'exercice de leurs fonctions, pas leur responsabilité personnelle lorsqu'ils prennent des engagements au nom et pour le compte de la Société.

Art. 18. Commissaire(s) aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Les commissaires aux comptes seront nommés par les actionnaire(s) pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 19. Actionnaire(s). Les actionnaires exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Lois et les Statuts.

Si la Société ne compte qu'un seul actionnaire, celui-ci exerce les pouvoirs pré-mentionnés conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 20. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 3^{ème} mardi du mois de mai à 14 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 21. Assemblées générales. Les décisions des actionnaire(s) sont prises en assemblée générale tenue au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur convocation conformément aux conditions fixées par les Lois et les Statuts du Conseil d'Administration, subsidiairement, des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des actionnaire(s) représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tous les actionnaires sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale.

Un actionnaire peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même actionnaire.

Lors de toute assemblée générale autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les actionnaires à la majorité simple, indépendamment du nombre d'actions représentées.

Lors de toute assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) du capital social et les résolutions seront adoptées par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Si ce quorum n'est pas atteint, les actionnaires peuvent être convoqués à une seconde assemblée générale et les résolutions seront alors adoptées sans condition de quorum par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 23. Comptes sociaux. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, le bilan ainsi que le compte de résultats conformément aux Lois afin de les soumettre aux actionnaire(s) pour approbation.

Tout actionnaire ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social.

Art. 24. Réserve légale. L'excédent favorable du compte de résultats, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale («la Réserve Légale») dans le respect de l'article 72 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 25. Affectations des bénéfices. Après affectation à la Réserve Légale, les actionnaire(s) décident de l'affectation du solde du bénéfice net par versement de la totalité ou d'une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou la prime d'émission aux actionnaire(s), chaque action donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Art. 26. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Au moment de la dissolution, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un actionnaire unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les actionnaire(s).

Les liquidateur(s) peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution.

Art. 27. Disposition finale. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Dispositions transitoires

(1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.

(2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire intégralement les cent (100) actions comme suit:

- FINOLUX, pré-qualifiée,

cent actions 100

Total: cent actions 100

Les actions ont été entièrement libérées par les comparants par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-), se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été fournie au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants pré-qualifiés, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaires de la Société ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3), et celui des commissaires aux comptes à un (1).

2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs et d'administrateur délégué:

- Madame Anne-Françoise LONGUEVILLE, expert-comptable, Administrateur et Administrateur délégué, née le 13 avril 1971 à Bastogne (Belgique), demeurant professionnellement à L-9999 Wemperhardt, 4 Op der Haart;
- Monsieur Claude SCHMITZ, conseiller fiscal, Administrateur, né le 23 septembre 1955 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle;
- Monsieur André SASSEL, administrateur de sociétés, Administrateur, né le 20 mars 1959 à Clervaux, demeurant professionnellement à L-9237 Diekirch, Place Guillaume 3

4. La durée du mandat des administrateurs et de l'administrateur-délégué prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2019.

5. La Société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur délégué pour ce qui concerne la gestion journalière.

6. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

- Audiex S.A., une société anonyme, avec siège social à L - 1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire et inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 654.69.

La durée du mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2019.

8. L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart.

Dont acte, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentaire par ses nom, prénom, états et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A.-F. LONGUEVILLE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 22 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16625. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 23 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209161/264.

(140233424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Fusion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 62.763.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand fourteen, on the sixteenth of December,

Before Maître Martine SCHAEFFER, Civil Law Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of FUSION S.A., a société anonyme, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under section B number 62723, incorporated pursuant to a deed enacted by Maître Frank MOLITOR, Civil Law Notary, residing then in Mondorf-Les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg on 7 January 1998, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 280 of 25 April 1998; and the Articles of Association of have been amended for the last time pursuant to a notarial deed enacted by Maître Martine SCHAEFFER, Civil Law Notary, residing then in Remich, Grand Duchy of Luxembourg, on 17 July 2006 published in the Mémorial C number 1925 on 12 October 2006.

The meeting is chaired by Sara Lecomte, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Flora Gibert, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- Closed, the attendance list let appear that the sixty-five thousand (65,000) shares, representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

- 1.- Decision to set up on voluntary liquidation the company.
- 2.- Appointment of the liquidator and definition of its powers
- 3.- Discharge to the Directors and the statutory auditor.
- 4.- Decision to immediately hold the second and third General Meetings.
- 5.- Approval of the report of the liquidator.
- 6.- Appointment of the Commissaire-Vérificateur.
- 7.- Approval of the report of the Commissaire-Vérificateur and the liquidation accounts.
- 8.- Discharge to the liquidator and the Commissaire-Vérificateur.
- 9.- Closing of the liquidation.
- 10.- Indication of the place for keeping of the accounts and other documents for a period of 5 years.

After the foregoing was approved by the meeting, the shareholders unanimously decide what follows:

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

First resolution

The meeting decides the anticipated dissolution of the company and to put it into liquidation with immediate effect.

Second resolution

The meeting decides to appoint as liquidator C.G. Consulting, a company duly established under the laws of Luxembourg, having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under section B number 102188.

The liquidator has the broadest powers foreseen by articles 144-148 bis of the law on commercial companies. He may execute all acts foreseen by article 145 without the authorization of the general meeting whenever it is requested.

The liquidator is dispensed to draw up an inventory and he may refer to the books of the company.

He may, under his own liability, delegate for special operations to one or more proxy holders such capacities and for such period he may determine.

Third resolution

The meeting decides to grant full and complete discharge to the directors and to the statutory auditor for the performance of their mandate.

Fourth resolution

Acting in accordance with article 151 of the Law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time, the meeting decides to subsequently hold the second and third General Meetings in connection with the liquidation process.

Fifth resolution

The meeting acknowledges and approves the report of the liquidator regarding the tasks performed according to his mandate.

The said report, after signature *ne varietur* by the persons attending the meeting and the undersigned notary, will be attached to the present deed to be registered together with it.

Sixth resolution

The meeting decides to appoint as Commissaire-Vérificateur of the liquidation COVENTURES S.A., a Société Anonyme duly established under the laws of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under section B number 48.838.

Seventh resolution

The meeting, having taken notice of the report by the Commissaire-Vérificateur, approves the report of the Commissaire-Vérificateur and the liquidation accounts.

The said report, after signature *ne varietur* by the persons attending the meeting and the undersigned notary, will be attached to the present deed to be registered with it.

Eighth resolution

The meeting decides to grant full and complete discharge to the liquidator and to the Commissaire-Vérificateur for the performance of their mandate.

Nineth resolution

The meeting decides to close the liquidation.

Tenth resolution

The Meeting decides that the accounts and other documents of the company will remain deposited for a period of five (5) years at the former registered office of the company, and that all the amounts and assets eventually belonging to shareholders and creditors who do not be present at the end of the liquidation will be deposited at the same former registered office for the benefit of whom it may concern.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand two hundred euros (EUR 1,200.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up and duly enacted in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le seize décembre,

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FUSION S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous section B numéro 62763, constituée suivant acte reçu par Maître Frank MOLITOR, alors notaire de résidence à Mondorf-Les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg en date du 7 janvier 1998, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (ci-après le «Mémorial C») numéro 280 du 25 avril 1998; et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, alors notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg le 17 juillet 2006 publié au Mémorial C numéro 1925 du 12 octobre 2006.

L'assemblée est présidée par Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Flora Gibert, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les soixante-cinq mille (65.000) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- 1.- Décision de la mise en liquidation volontaire de la société.
- 2.- Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- 3.- Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4.- Décision de tenir immédiatement les 2^{ème} et 3^{ème} Assemblées Générales.
- 5.- Approbation du rapport du liquidateur.
- 6.- Nomination du Commissaire-Vérificateur.
- 7.- Approbation du rapport du Commissaire-Vérificateur; et des comptes de clôture de la liquidation.
- 8.- Décharge au liquidateur et au Commissaire-Vérificateur.
- 9.- Clôture de la liquidation.
- 10.- Détermination de l'endroit où les livres sociaux et autres documents seront conservés pour une période de 5 années.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

L'intégralité du capital social étant représentée à la présente l'Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires représentés déclarent par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Première résolution

L'assemblée décide de la mise en liquidation de la société avec effet immédiat.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer en tant que liquidateur, la société C.G. Consulting, une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous section B numéro 102188.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la société. Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation. Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que de tous les pouvoirs stipulés à l'article 145 de ladite loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale des associés

Troisième résolution

L'assemblée décide de donner décharge pleine et entière aux administrateurs et au Commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat.

Quatrième résolution

Conformément aux dispositions de l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, l'Assemblée décide de tenir immédiatement et successivement les deuxième et troisième Assemblées Générales de liquidation.

Cinquième résolution

L'assemblée prend connaissance et approuve le rapport du liquidateur concernant les travaux réalisés pendant son mandat.

Ledit rapport après signature ne varietur par les personnes comparantes et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Sixième résolution

L'assemblée décide de nommer en tant que Commissaire-vérificateur COVENTURES S.A., une Société Anonyme dûment constituée et existante selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.838

Septième résolution

L'assemblée, après en avoir pris connaissance, approuve le rapport du Commissaire-vérificateur et les comptes de liquidation.

Ledit rapport, après signature ne varietur, par les personnes comparantes et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Huitième résolution

L'assemblée décide de donner décharge pleine et entière au liquidateur et au Commissaire-vérificateur pour l'exercice de leur mandat.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de clôturer la liquidation.

Dixième résolution

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège de la société, et en outre que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux actionnaires qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même ancien siège social au profit de qui il appartiendra.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française.

Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: S. Lecomte, F. Gibert et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 décembre 2014. Relation: LAC/2014/61217. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209163/197.

(140233737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Firewall Management Mip S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 191.637.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth of December.

Before us, Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Firewall Investments, S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, incorporated and governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-), and registered with the Luxembourg Company and Trade Register under number B191622,

here represented by Julia Szafranska, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy,

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder, representing the entire share capital of Firewall Management MIP, S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) registered with the Luxembourg Company and Trade Register under number B191.637 incorporated pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, on 6 November 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 3 December 2014, C-N°3700. The articles of association have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital declares having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Decrease of par value of one euro (EUR 1.-) to par value of one cent (EUR 0,01.-).
2. Conversion of the existing twelve thousand five hundred shares (12,500) having a par value of one euro (EUR 1.-) each, into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares, hereafter referred to as "Ordinary Shares", without cancellation of shares.
3. Creation of new classes of shares (each a "Share Class") hereinafter referred to as class A redeemable shares (the "Class A Shares"); class B redeemable shares (the "Class B Shares"); class C redeemable shares (the "Class C Shares"); class D redeemable shares (the "Class D Shares"); class E redeemable shares (the "Class E Shares"); class F redeemable shares (the "Class F Shares"); class G redeemable shares (the "Class G Shares"); class H redeemable shares (the "Class H Shares"); class I redeemable shares (the "Class I Shares"); and class J redeemable shares (the "Class J Shares") all having a par value of one cent (EUR 0,01.-) each.
4. Increase of the share capital of the Company by one million euro (EUR 1,000,000.-) so as to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to one million twelve thousand five hundred euro (EUR 1,012,500) by issuance of: ten million (10,000,000) Class A Shares; ten million (10,000,000) Class B Shares; ten million (10,000,000) Class C Shares; ten million (10,000,000) Class D Shares; ten million (10,000,000) Class E Shares; ten million

(10,000,000) Class F Shares; ten million (10,000,000) Class G Shares; ten million (10,000,000) Class H Shares; ten million (10,000,000) Class I Shares; and ten million (10,000,000) Class J Shares all having a par value of one cent (EUR 0,01.-) each.

5. Full restatement of the articles of association of the Company.

6. Miscellaneous.

First resolution

The sole shareholder resolves to decrease the par value of the shares in the share capital of the Company from one euro (EUR 1.-) to one euro cent (EUR 0.01.-).

Second Resolution

The sole shareholder resolves to convert the existing twelve thousand five hundred shares (12,500) all having a par value of one euro (EUR 1.-) each into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Ordinary Shares having nominal value of one cent (EUR 0,01.-).

Third Resolution

The sole shareholder resolves to create new classes of shares (each a "Share Class") hereinafter referred to as class A redeemable shares (the "Class A Shares"); class B redeemable shares (the "Class B Shares"); class C redeemable shares (the "Class C Shares"); class D redeemable shares (the "Class D Shares"); class E redeemable shares (the "Class E Shares"); class F redeemable shares (the "Class F Shares"); class G redeemable shares (the "Class G Shares"); class H redeemable shares (the "Class H Shares"); class I redeemable shares (the "Class I Shares"); and class J redeemable shares (the "Class J Shares") all having a par value of one cent (EUR 0,01.-) each.

Fourth Resolution

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company by one million euro (EUR 1,000,000.-) so as to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to one million twelve thousand five hundred euro (EUR 1,012,500) by issuance of: ten million (10,000,000) Class A Shares; ten million (10,000,000) Class B Shares; ten million (10,000,000) Class C Shares; ten million (10,000,000) Class D Shares; ten million (10,000,000) Class E Shares; ten million (10,000,000) Class F Shares; ten million (10,000,000) Class G Shares; ten million (10,000,000) Class H Shares; ten million (10,000,000) Class I Shares; and ten million (10,000,000) Class J Shares all having a par value of one cent (EUR 0,01.-) each.

Subscription and payment

All one hundred million (100,000,000) new shares have been subscribed as follows:

Firewall Investments S.A., aforementioned, subscribed one hundred million (100,000,000) shares for the price of three million six hundred eleven thousand five hundred seventy one euro (EUR 3,611,571.-) subdivided as follows:

- (a) Ten million (10,000,000) Class A Shares;
- (b) Ten million (10,000,000) Class B Shares;
- (c) Ten million (10,000,000) Class C Shares;
- (d) Ten million (10,000,000) Class D Shares;
- (e) Ten million (10,000,000) Class E Shares;
- (f) Ten million (10,000,000) Class F Shares;
- (g) Ten million (10,000,000) Class G Shares;
- (h) Ten million (10,000,000) Class H Shares;
- (i) Ten million (10,000,000) Class I Shares; and
- (j) Ten million (10,000,000) Class J Shares.

The total of three million six hundred eleven thousand five hundred seventy one euro (EUR 3,611,571.-) is allocated as follows: one million euro (EUR 1,000,000.-) is allocated to the share capital and two million six hundred eleven thousand five hundred seventy one euro (EUR 2,611,571.-) is allocated pro rata to the share premium stapled to each Share Class.

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of three million six hundred eleven thousand five hundred seventy one euro (EUR 3,611,571.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Sixth Resolution

The sole shareholder resolves to fully restate the articles of association of the Company, which shall now be read as follows:

“A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Firewall Management MIP, S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at one million twelve thousand five hundred euro (EUR 1,012,500.-), represented by:

- (a) one million two hundred fifty thousand (1,250,000) ordinary Shares having nominal value of one cent (EUR 0.01.-) each (the “Ordinary Shares”);
- (b) ten million (10,000,000) class A shares having a par value of one cent (EUR 0.01.-) each (the “Class A Shares”);
- (b) ten million (10,000,000) class B shares having a par value of one cent (EUR 0.01.-) each (the “Class B Shares”);
- (c) ten million (10,000,000) class C shares having a par value of one cent (EUR 0.01.-) each (the “Class C Shares”);
- (d) ten million (10,000,000) class D shares having a par value of one cent (EUR 0.01.-) each (the “Class D Shares”);
- (e) ten million (10,000,000) class E shares having a par value of one cent (EUR 0.01.-) each (the “Class E Shares”);
- (f) ten million (10,000,000) class F shares having a par value of one cent (EUR 0.01.-) each (the “Class F Shares”);
- (g) ten million (10,000,000) class G shares having a par value of one cent (EUR 0.01.-) each (the “Class G Shares”);
- (h) ten million (10,000,000) class H shares having a par value of one cent (EUR 0.01.-) each (the “Class H Shares”);
- (i) ten million (10,000,000) class I shares having a par value of one cent (EUR 0.01.-) each (the “Class I Shares”); and
- (j) ten million (10,000,000) class J shares having a par value of one cent (EUR 0.01.-) each (the “Class J Shares (the “Class J Shares” and together with Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares, Class I Shares, the “Classes”).

5.2 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Any new shares shall be offered by preference to the existing shareholder(s) within the same Class and/or holders of the Ordinary Shares, as the case may be. In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the

shareholders in proportion to the number of shares held in each Class and/or the number of the Ordinary Shares held by them in the Company's share capital.

5.4 The Company may establish share premium accounts (the "Share Premium Accounts") into which any premium paid on any Class of Shares is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Accounts are to be taken by the Shareholders subject to the 1915 Law and these Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of one or more classes, in whole but not in part, consisting of the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class, as may be determined from time to time by the board of managers whereby shareholders agree with any redemption in line with article 6.6ff.

6.6 A reduction of share capital through the repurchase of a class may only be made within the respective Class Periods (as defined below):

The period for the Class A Shares is the period starting on 18 December 2014 and ending no later than on 31 December 2015 (the "Class A Period").

The period for the Class B Shares is the period starting on the day after the Class A Period and ending on no later than 31 December 2016 (the "Class B Period").

The period for the Class C Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending no later than on 31 December 2017 (the "Class C Period").

The period for the Class D Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending no later than on 31 December 2018 (the "Class D Period").

The period for the Class E Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending on no later than 31 December 2019 (the "Class E Period").

The period for the Class F Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on no later than 31 December 2020 (the "Class F Period").

The period for the Class G Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on no later than 31 December 2021 (the "Class G Period").

The period for the Class H Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending no later than on 31 December 2022 (the "Class H Period").

The period for the Class I Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending no later than on 31 December 2023 (the "Class I Period").

The period for the Class J Shares is the period starting on the day after the Class I Period and ending no later than on 31 December 2024 (the "Class J Period").

6.7 Where a class has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such class(es) can be made during a new period (the "New Period") which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class J Period and the class(es) not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class A to class J (to the extent not previously repurchased and cancelled) and subject to the New Period being started.

6.8 For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class and shall continue to end on the day such as initially defined in the Articles above.

6.9 Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the shareholder(s) pro-rata to their holding in such class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

6.10 The Cancellation Amount mentioned in the paragraph above to be retained shall be determined by the board of managers in its reasonable discretion and within the best corporate interest of the Company. For the avoidance of doubt, board of managers can choose at its sole discretion to include or exclude in its determination of the Cancellation Amount the freely distributable reserves either in part or in totality.

6.11 For the purposes of these Articles, the following capitalised terms shall have the following meanings:

- "Available Amount" shall mean the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be, by the amount of the capital reduction and

legal reserve reduction relating to the class to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) expressed as a positive, (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), (iii) any dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to the Articles and (iv) any Profit Entitlement so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount.

NP = net profits (including carried forward profits).

P = any freely distributable reserves.

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preference Shares to be cancelled.

L = losses (including carried forward losses) expressed as a positive.

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles.

OD = any dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to the Articles.

PE = Profit Entitlement.

The Available Amount must be set out in the Interim Accounts of the respective Class Period and shall be assessed by the board of managers in good faith and with the view to the Company's ability to continue as a going concern.

- "Available Liquidities" shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the board of managers will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

- "Cancellation Amount" shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period).

- "Class Period" shall mean each of the Class A Period, the Class B Period, the Class C Period, the Class D Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period and the Class J Period.

- "Interim Accounts" shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

- "Interim Account Date" shall mean the date no earlier than thirty (30) days but not later than ten (10) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class.

- "Profit Entitlement" shall mean the preferred dividends of the classes, except of the class repurchased.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case,

each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company’s shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

13.4 The Company grants a power of attorney to EPIC I GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with Luxembourg Company and Trade Register under number B186222 (the “Proxyholder”), acting individually and with full power of substitution, to act on behalf of and represent the Company, itself acting individually or by a power of attorney as the case may be, at any shareholders or interest holders’ meeting or resolution in writing of any company, corporation, partnership or any other entity and/or any subsidiary thereof in which the Company holds directly or indirectly shares, interests or any other participation in respect of (and only in this respect) (i) the appointment or dismissal of directors, managers or other members of any managing, governing and/or supervisory body for which the Company is entitled to vote (ii) the amendment of the articles, partnership agreement or bylaws, as the case may be, with respect to the appointment or dismissal of directors, managers or other members of any managing, governing and/or supervisory body for which the Company is entitled to vote.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office and according to article 13.4.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions and article 13.4.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

18.3 The Company grants a power of attorney to EPIC I GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with Luxembourg Company and Trade Register under number B186222 (the "Proxyholder"), acting individually and with full power of substitution, to act on behalf of and represent the Company at any shareholders or interest holders' meeting or resolution in writing of any company, corporation, partnership or any other entity in which the Company holds shares, interests or any other participation in respect of (and only in this respect) (i) the appointment or dismissal of directors, managers or other members of any managing, governing and/or supervisory body for which the Company is entitled to vote (ii) the amendment of the articles, partnership agreement or bylaws, as the case may be, with respect to the appointment or dismissal of directors, managers or other members of any managing, governing and/or supervisory body for which the Company is entitled to vote.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

25.6 Dividends shall be allocated and paid in the following order:

the holder(s) of the Ordinary Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.60% of the nominal value of the Ordinary Shares;

the holder(s) of the Class A Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.10% of the nominal value of the Class A Shares;

the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.15% of the nominal value of the Class B Shares;

the holder(s) of the Class C Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.20% of the nominal value of the Class C Shares;

the holder(s) of the Class D Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.25% of the nominal value of the Class D Shares;

the holder(s) of the Class E Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.30% of the nominal value of the Class E Shares;

the holder(s) of the Class F Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.35% of the nominal value of the Class F Shares;

the holder(s) of the Class G Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.40% of the nominal value of the Class G Shares;

the holder(s) of the Class H Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.45% of the nominal value of the Class H Shares;

the holder(s) of the Class I Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.50% of the nominal value of the Class I Shares;

the holder(s) of the Class J Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.55% of the nominal value of the Class J Shares;11 the balance shall be distributed to the holder(s) of the relevant class of shares pursuant to a decision taken by the general meeting of shareholders.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may

not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law. “

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at three thousand two hundred euro (EUR 3,200,-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes

Am achtzehnten Tag des Monats Dezember im Jahre zweitausendvierzehn,
vor dem unterzeichnenden Notar Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

Firewall Investments S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Großherzogtums Luxemburg, mit einem Grundkapital von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und eingetragen im Gesellschafts- und Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 191622,

hier vertreten durch Frau Julia Szafranska, Anwältin mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, und

Diese Vollmacht, unterzeichnet mit ne variatur durch die Bevollmächtigte der erschienenen Partei und den Notar, verbleiben als Anhang bei dieser Urkunde um zur selben Zeit bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienenen Partei sind Alleingesellschafter und repräsentieren gemeinsam das gesamte Stammkapital der Firewall Management MIP, S.à r.l. (von hieran die “Gesellschaft”), einer société à responsabilité limitée mit Gesellschaftssitz in Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg mit einem Stammkapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 191.637, gegründet entsprechend der Urkunde des Maître Edouard Delosch, Notar mit Sitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, am 6. November 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 3 November 2014, C-N°3700. Der Gesellschaftsvertrag wurde seitdem noch nicht geändert.

Die erschienenen Partei, welche das gesamte Stammkapital der Gesellschaft vertreten, erklärt, unter Verzicht auf sämtliche Benachrichtigungserfordernisse, die Gesellschafterversammlung ist ordnungsgemäß zusammengetreten, und kann wirksam über die folgende Tagesordnung beraten:

Tagesordnung

1. Herabsetzung des Nennwertes von einem Euro (EUR 1,-) auf einen Euro Cent (0,01 EUR).
2. Umwandlung der bestehenden zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile, alle mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), in eine Millionen zweihundertfünfzigtausend (1.250.000) Anteile, im Folgenden „Gewöhnliche Anteile“, ohne eine Rücknahme von Anteilen.

3. Schaffung von neuen Anteilsklassen (eine jede als „Anteilsklasse“), im Folgenden als rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse A (die „Anteilsklasse A Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse B (die „Anteilsklasse B Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse C (die „Anteilsklasse C Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse D (die „Anteilsklasse D Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse E (die „Anteilsklasse E Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse F (die „Anteilsklasse F Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse G (die „Anteilsklasse G Anteile“); rücknehmbare Anteile der Aktienklasse H (die „Anteilsklasse H Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse I (die „Anteilsklasse I Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse J (die „Anteilsklasse J Anteile“), bezeichnet, welche jeweils einen Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) haben.

4. Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um eine Million Euro (EUR 1.000.000), um das aktuelle Stammkapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) auf eine Millionen zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 1.012.500,-) zu erhöhen, durch Ausgabe von zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse A Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse B Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse C Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse D Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse E Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse F Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse G Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse H Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse I Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse J Anteile, jeweils mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01).

5. Vollständige Neufassung der Satzung der Gesellschaft.

6. Verschiedenes.

Erster Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt die Herabsetzung des Nennwertes der Anteile, welche das Stammkapital bilden von einen Euro (EUR 1,-) auf einen Euro Cent (EUR 0,01).

Zweiter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt die Umwandlung der bestehenden zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile, alle mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), in einer Millionen zweihundertfünfzigtausend (1.250.000) Gewöhnliche Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro Cent (EUR 0,01).

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt die Schaffung von neuen Anteilsklasse (jede eine „Anteilsklasse“), welche im Folgenden Gewöhnliche Anteile als rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse A (die „Anteilsklasse A Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse B (die „Anteilsklasse B Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse C (die „Anteilsklasse C Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse D (die „Anteilsklasse D Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse E (die „Anteilsklasse E Aktien“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse F (die „Anteilsklasse F Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse G (die „Anteilsklasse G Anteile“); rücknehmbare Anteile der Aktienklasse H (die „Anteilsklasse H Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse I (die „Anteilsklasse I Anteile“); rücknehmbare Anteile der Anteilsklasse J (die „Anteilsklasse J Anteile“), bezeichnet werden, welche jeweils einen Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01) haben.

Vierter Beschluss

Die Hauptversammlung der Gesellschafter beschließt das Stammkapital der Gesellschaft um eine Million Euro (EUR 1.000.000) zu erhöhen, um das aktuelle Stammkapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) auf eine Million zwölftausendtausendfünfhundert Euro (EUR 1.012.500,-) zu erhöhen, durch Ausgabe von zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse A Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse B Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse C Aktien; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse D Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse E Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse F Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse G Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse H Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse I Anteile; zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse J Anteile, jeweils mit einem Nennwert von einem Euro Cent (EUR 0,01).

Zeichnung und Einzahlung

Einhundert Millionen (100.000.000) neue Aktien wurden sämtlich wie folgt gezeichnet:

Firewall Investments, S.A., wie zuvor erwähnt, zeichnete einhundert Millionen (100.000.000) Anteile zum Preis von drei Millionen sechshundertelftausendfünfhunderteinundsiebzig Euro (EUR 3.611.571,-), die sich wie folgt zusammensetzen:

- a) zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse A Anteile;
- b) zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse B Anteile;
- c) zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse C Anteile;
- d) zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse D Anteile;
- e) zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse E Anteile;
- f) zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse F Anteile;

- g) zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse G Anteile;
- h) zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse H Anteile;
- i) zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse I Anteile; und
- j) zehn Millionen (10.000.000) Anteilsklasse J Anteile.

Die Gesamtsumme von drei Millionen sechshundertelftausendfünfhunderteinundsiebzig Euro (EUR 3.611.571,-) verteilt sich wie folgt: Eine Million Euro (EUR 1.000.000,-) entfallen auf das Stammkapital und zwei Millionen sechshundertelftausendfünfhunderteinundsiebzig Euro (EUR 2.611.571,-) entfallen pro rata auf das Agio der Anteile jeder Anteilsklasse.

Die gezeichneten Anteile sind vollständig in bar eingezahlt, sodass der Gesamtbetrag von drei Millionen sechshundertelftausendfünfhunderteinundsiebzig Euro (EUR 3.611.571,-) der Gesellschaft von diesem Zeitpunkt an, wie dem unterzeichneten Notar nachgewiesen, zur Verfügung steht.

Sechster Beschluss

Die Hauptversammlung der Aktionäre beschließt, die Satzung der Gesellschaft vollständig neu zu fassen, die nun wie folgt lautet:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Firewall Management MIP, S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren oder Schuldtiteln, Schuldverschreibungen und Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur, sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt eine Million zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 1.012.500), bestehend aus:

- (a) einer Million zehnhundertfünzigtausend (1.250.000) gewöhnlichen Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01,-) (die "Gewöhnlichen Anteile");

(b) zehn Millionen (10.000.000) Klasse A Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01,-) (die "Klasse A Anteile");

(c) zehn Millionen (10.000.000) Klasse B Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01,-) (die "Klasse B Anteile");

(d) zehn Millionen (10.000.000) Klasse C Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01,-) (die "Klasse C Anteile");

(e) zehn Millionen (10.000.000) Klasse D Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01,-) (die "Klasse D Anteile");

(f) zehn Millionen (10.000.000) Klasse E Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01,-) (die "Klasse E Anteile");

(g) zehn Millionen (10.000.000) Klasse F Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01,-) (die "Klasse F Anteile");

(h) zehn Millionen (10.000.000) Klasse G Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01,-) (die "Klasse G Anteile");

(i) zehn Millionen (10.000.000) Klasse H Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01,-) (die "Klasse H Anteile");

(j) zehn Millionen (10.000.000) Klasse I Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01,-) (die "Klasse I Anteile") und

(k) zehn Millionen (10.000.000) Klasse J Anteilen mit jeweils einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01,-) (die "Klasse J Anteile" und zusammen mit den Klasse A Anteilen, Klasse B Anteilen, Klasse C Anteilen, Klasse D Anteilen, Klasse E Anteilen, Klasse F Anteilen, Klasse G Anteilen, Klasse H Anteilen und Klasse I Anteilen, die „Klassen“).

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jeder neu auszugebende Anteil soll bevorzugt an die bereits bestehenden Gesellschafter innerhalb der gleichen Klasse und/oder Inhabern von Gewöhnlichen Anteilen angeboten werden, sofern vorhanden. Im Falle von mehreren Gesellschaftern, sollen solche Anteile proportional zu der Anzahl ihrer in der jeweils gehaltenen Klasse angeboten werden und/oder zu der Anzahl der von ihnen gehaltenen Gewöhnlichen Anteile am Grundkapital.

5.4 Die Gesellschaft kann Agiokonten (die „Agiokonten“) errichten, in welche jeder Gewinn eingestellt wird, welcher pro zu übertragende Anteilsklasse gezahlt wird. Entscheidungen über die Verwendung der Agiokonten sind von den Gesellschaftern zu treffen entsprechend dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch die vollständige Einziehung einer oder mehrerer Klassen herabgesetzt werden, bestehend aus dem Rückkauf und der Einziehung aller ausgegebenen Anteile in einer solchen Klasse, wie jeweils vom Geschäftsführerrrat festgelegt, wobei die Gesellschafter jeder Einziehung im Einklang mit Artikel 6.8ff. zustimmen.

6.6 Eine Herabsetzung des Gesellschaftskapitals durch den Rückkauf einer Klasse soll nur innerhalb der jeweils geltenden Klassenperiode (wie unten definiert) erfolgen:

Die Periode für die Klasse A Anteile ist der Zeitraum beginnend am 18 Dezember 2014 und endend nicht später als am 31 Dezember 2015 (die "Klasse A Periode").

Die Periode für die Klasse B Anteile ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse A Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2016 (die "Klasse B Periode").

Die Periode für die Klasse C Anteile ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse B Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2017 (die "Klasse C Periode").

Die Periode für die Klasse D Anteile ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse C Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2018 (die "Klasse D Periode").

Die Periode für die Klasse E Anteile ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse D Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2019 (die "Klasse E Periode").

Die Periode für die Klasse F Anteile ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse E Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2020 (die "Klasse F Periode").

Die Periode für die Klasse G Anteile ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse F Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2021 (die "Klasse G Periode").

Die Periode für die Klasse H Anteile ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse G Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2022 (die "Klasse H Periode").

Die Periode für die Klasse I Anteile ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse H Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2023 (die "Klasse I Periode").

Die Periode für die Klasse J Anteile ist der Zeitraum beginnend nach der Klasse I Periode und endend nicht später als am 31 Dezember 2024 (die "Klasse J Periode").

6.7 Wenn eine Klasse nicht innerhalb der jeweiligen Klassenperiode zurückgekauft und eingezogen wurde, kann der Rückkauf und der Einzug einer solchen Klasse während einer neuen Periode (die „Neue Periode“) erfolgen, welche am Tag nach der letzten Klassenperiode beginnt (oder falls dies der Fall ist, der Tag nach dem Ende der direkt vorangegangenen Neuen Periode einer anderen Klasse) und nicht später als ein Jahr nach dem Beginn dieser Neuen Periode endet. Die erste Neue Periode soll am Tag nach der Klasse J Periode beginnen und die noch nicht zurückgekauften(n) und eingezogene(n) Klasse(n) richten sich nach der Reihenfolge von Klasse A bis Klasse J (bis zu dem Maß, dass sie noch nicht zurückgekauft und eingezogen sind), sofern sie Teil der beginnenden Neuen Periode sind.

6.8 Um Zweifel auszuschließen, im Falle, dass ein Rückkauf und Einzug einer Klasse einen Tag vor dem letzten Tag der jeweiligen Klassenperiode (oder falls dies der Fall ist, Neuen Periode) stattfindet, soll die sich anschließende Klassenperiode (oder falls dies der Fall ist, Neuen Periode) am Tag nach dem Rückkauf und Einzug der jeweiligen Klasse beginnen und soll weiterhin am Tage enden, wie in den Artikeln zuvor bestimmt.

6.9 Der Einziehungsbetrag wird für die Gesellschaft fällig und zahlbar an die Gesellschafter pro-rata zu ihrem Anteil an der jeweiligen Klasse(n) nach Rückkauf und Einzug der gesamten jeweiligen Klasse(n). Um Zweifel auszuschließen erlischt die Verbindlichkeit der Gesellschaft durch Aufrechnung, Bar- oder Sachzahlung.

6.10 Der Einziehungsbetrag, wie im Absatz zuvor genannt, welcher einbehalten werden soll, soll vom Geschäftsführerrat nach billigem Ermessen und im besten Unternehmensinteresse beschlossen werden. Um Zweifel auszuschließen, der Geschäftsführerrat entscheidet nach seinem eigenen Ermessen, ob er frei verfügbare Reserven ganz oder zum Teil dem Einziehungsbetrag einverleibt oder herausnimmt.

6.11 Für den Zweck dieser Satzung, sollen die folgenden Begriffe folgende Bedeutung haben:

- „Verfügbarer Betrag“ meint den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich Gewinnvorträgen) erhöht durch (i) jede frei ausschüttbare Rücklage und (ii) falls dies der Fall ist, um den Betrag der Kapitalherabsetzung und Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage hinsichtlich der einzuziehende Klasse, aber herabgesetzt um (i) jegliche Verluste (einschließlich Verlustvorträgen) dargestellt als Pluswert, (ii) jegliche Beträge, die gemäß der jeweiligen Zwischenabschlüsse entsprechend dem Gesetz von 1915 oder der Satzung in die Rücklage eingestellt werden müssen (um Zweifel auszuschließen, ohne doppelte Buchführung), (iii) jegliche Ausschüttungen, die den Inhaber(n) von Gewöhnlichen Anteilen nach der Satzung zustehen und (iv) jegliche Gewinnbeteiligung, so dass gilt:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Wobei gilt:

AA = Verfügbarer Betrag

NP = Nettogewinn (einschließlich Gewinnvorträgen)

P = jede frei ausschüttbare Rücklage

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage hinsichtlich der einzuziehende Klasse

L = Verluste (einschließlich Verlustvorträgen), dargestellt als Pluswert

LR = jegliche Beträge, die gemäß der jeweiligen Zwischenabschlüsse entsprechend dem Gesetz von 1915 oder der Satzung in die Rücklage einzustellen sind

OD = jegliche Ausschüttungen, die den Inhaber(n) von Gewöhnlichen Anteilen nach der Satzung zustehen

PE = jegliche Gewinnbeteiligung

Der Verfügbare Betrag muss in den Zwischenabschlüssen für die jeweilige Klassenperiode festgelegt werden und soll vom Geschäftsführerrat im guten Glauben und mit Blick auf die Unternehmensfortführung bewertet werden.

- „Verfügbare Liquide Mittel“ meinen (i) das gesamte Geld der Gesellschaft (mit Ausnahme von Geld in Termineinlagen mit einer Restlaufzeit von mehr als sechs (6) Monaten), (ii) jegliche marktgängige Geldmarktinstrumente, Anleihen und Schuldverschreibungen und jede Forderung, welche nach Ansicht des Geschäftsführerrats innerhalb naher Zukunft an die Gesellschaft gezahlt werden abzüglich jeglicher Verschuldung oder anderen Schulden der Gesellschaft, welche auf Grundlage des Zwischenabschlusses in Bezug auf die jeweilige Klassenperiode (oder Neuen Periode, sofern vorhanden) innerhalb von weniger als sechs (6) Monaten zu zahlen sind und (iii) alle Vermögenswerte wie Anteile, Aktien oder Wertpapiere anderer Art, die von der Gesellschaft gehalten werden.

- „Einziehungsbetrag“ meint einen Wert, welcher den Verfügbaren Betrag in Bezug auf die jeweilige Klassenperiode (oder Neuen Periode, wenn dies der Fall ist) nicht übersteigt, vorausgesetzt, dass der Einziehungsbetrag nicht höher sein kann als die Verfügbaren Liquiden Mittel in Bezug auf die jeweilige Klassenperiode (oder Neue Periode).

- "Klassenperiode" meint jeweils die Klasse A Periode, die Klasse B Periode, die Klasse C Periode, die Klasse D Periode, die Klasse E Periode, die Klasse F Periode, die Klasse G Periode, die Klasse H Periode, die Klasse I Periode und die Klasse J Periode.

- "Zwischenabschluss" meint Zwischenanschlüsse der Gesellschaft am jeweiligen Zwischenabschlussdatum.

- „Zwischenabschlussdatum“ meint das Datum, welches nicht früher als dreißig (30) Tage, aber nicht später als zehn (10) Tage vor dem Tag des Rückkaufs und Einziehung der jeweiligen Klasse liegt.

- „Gewinnbeteiligung“ meint die Vorzugsdividende der Klassen, ausgenommen von der rückkaufbaren Klasse.

Art. 7. Anteilsregister und Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafter kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafter an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung der überlebenden Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln der von Ihnen gehaltenen Rechte übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafter.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafter übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung der Gesellschafter. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung der Gesellschafter in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer gesetzlicher Regelungen oder dieser Satzung, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Gesellschafter ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des Einzelgeschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführungsrat.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „Einzelgeschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführungsrat“ als Verweis auf den Einzelgeschäftsführer auszulegen.

13.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

13.4 Die Gesellschaft bevollmächtigt die EPIC I GP,S.à r.l., eine GmbH (société à responsabilité limitée) mit Sitz am Boulevard de la Foire 1, L-1528 Großherzogtum Luxemburg eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B186222 (die „Bevollmächtigte“) die Gesellschaft selbst, mit Untervertretungsvollmacht, in ihrem Namen bei jeder Aktionärs- oder Interessenversammlung oder schriftlichen Beschlüssen von Unternehmen, Gesellschaften oder anderen juristischen Personen an denen die Gesellschaft Aktien, Anteile oder andere Interessen hält nur in Bezug auf (i) die Bestellung und Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder anderen Mitgliedern von führenden, beherrschenden oder überwachenden Organen an deren Entscheidung die Gesellschaft mitzuwirken hat und (ii) Änderungen von diesen Satzungen, von Gesellschaftsverträgen oder Geschäftsordnungen, welche die Bestellung oder Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder anderen Mitgliedern von führenden, beherrschenden oder überwachenden Organen betreffen und an deren Entscheidung die Gesellschaft mitzuwirken hat, zu vertreten.

Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt und Artikel 13.4 entspricht.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften und Artikel 13.4 über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der Einzelgeschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.

16.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung [eines] Mitglieds. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 17. Durchführung von Geschäftsführungsratssitzungen.

17.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

17.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

17.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden) oder, im Falle seiner Abwesenheit, falls vorhanden, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des Einzelgeschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, oder durch (ii) die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschlussgewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinn.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen sollen in folgender Reihenfolge zugeordnet und verteilt werden:

die Inhaber von Gewöhnlichen Anteilen sind berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,60% des Nominalwertes von Gewöhnlichen Anteilen;

die Inhaber von Klasse A Anteilen sind berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,10% des Nominalwertes von Klasse A Anteilen;

die Inhaber von Klasse B Anteilen sind berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,15% des Nominalwertes von Klasse B Anteilen;

die Inhaber von Klasse C Anteilen sind berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,20% des Nominalwertes von Klasse C Anteilen;

die Inhaber von Klasse D Anteilen sind berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,25% des Nominalwertes von Klasse D Anteilen;

die Inhaber von Klasse E Anteilen sind berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,30% des Nominalwertes von Klasse E Anteilen;

die Inhaber von Klasse F Anteilen sind berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,35% des Nominalwertes von Klasse F Anteilen;

die Inhaber von Klasse G Anteilen sind berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,40% des Nominalwertes von Klasse G Anteilen;

die Inhaber von Klasse H Anteilen sind berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,45% des Nominalwertes von Klasse H Anteilen;

die Inhaber von Klasse I Anteilen sind berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,50% des Nominalwertes von Klasse I Anteilen;

die Inhaber von Klasse J Anteilen sind berechtigt zu einer Dividende entsprechend 0,55% des Nominalwertes von Klasse J Anteilen;

der Restbetrag soll an die Inhaber der jeweiligen Anteilsklasse ausgeschüttet werden entsprechend der Entscheidung der Gesellschafterversammlung gemäß den Bestimmungen in der Gesellschaftervereinbarung.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Kosten und Ausgaben

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Beschlüsse entstehen, beläuft sich auf ungefähr dreitausend zwei hundert Euro (EUR 3.200,-).

Diese notarielle Urkunde wurde in Luxemburg an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag aufgenommen.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch geschrieben ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und auf Anfrage derselben erschienenen Parteien im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Fassung vorrangig sein soll.

Nachdem dieses Dokument der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnort bekannt ist, vorgelesen worden ist, unterzeichnete die Bevollmächtigte der erschienenen Parteien dieses Dokument zusammen mit dem Notar.

Gezeichnet: J. SZAFRANSKA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 19 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16490. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 29 Dezember 2014.

Référence de publication: 2014209116/939.

(140233558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Peaksid European Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.142.300,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 131.744.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-second day of December

Before us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch.

There appeared:

Peaksid Real Estate Fund I, L.P., a limited partnership company, incorporated and existing under the laws of England and Wales, having its registered office at 20-22 Bedford Row, WC1R 4JS, London, United Kingdom, registered with the Company Registrar of the United Kingdom under number LP12296,

Here represented by Ms Esther Cocco, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 19 December 2014.

Said proxy with substitution, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed in the same time with the registration authorities.

The appearing party, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to record the following:

- That, it is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Peaksid European Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx dated 19 July 2007 (the "Company"), published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C"), on 19 October 2007, under number 2357. The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended for the last time by deed of Maître Edouard Delosch on 19 November 2014, published in the Mémorial C, on 10 December 2014, under number 3809.

- That, the Company's corporate capital is set at one million one hundred forty-two thousand three hundred Euro (EUR 1,142,300.-), represented by forty five thousand six hundred ninety-two (45,692) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, divided into (i) forty thousand five hundred (40.500) ordinary shares (the "Ordinary Shares"), (ii) thirty (30) class A tracker shares, (iii) five hundred nineteen (519) class B tracker shares, (iv) thirty four (34) class E tracker shares, (v) twenty four (24) class H tracker shares, (vi) four thousand one hundred ninety-eight (4,198) class I tracker shares, (vii) sixty (60) class L tracker shares, (viii) five (5) class O tracker shares, (ix) five (5) class P tracker shares, (x) five (5) class Q tracker shares, (xi) three hundred two (302) class R tracker shares, (xii) five (5) class S tracker shares and (xiii) five (5) class T tracker shares (the "Tracker Shares"), having a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.

- That the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Decision to decrease the issued share capital of the Company by an amount of one hundred twenty-five Euro (EUR 125.-) in order to bring it from its current amount of one million one hundred forty-two thousand three hundred Euro (EUR 1,142,300.-) to an amount of one million one hundred forty-two thousand one hundred seventy-five Euro (EUR

1,142,175.-) by way of cancellation of five (5) class T tracker shares having a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each;

2. Subsequent amendment of the article 6.1 of the articles of association of the Company which should then read as follows:

“ **6.1.** The corporate capital of the Company is fixed at one million one hundred forty-two thousand one hundred seventy-five Euro (EUR 1,142,175.-) represented by forty five thousand six hundred eighty seven (45,687) shares with a nominal value of twenty five Euro (EUR 25.-) each, divided into (i) forty thousand five hundred (40,500) ordinary shares (the “Ordinary Shares”), (ii) thirty (30) class A “tracker” shares (in case of plurality, the Class A Shares and individually, the Class A Share) (iii) five hundred nineteen (519) class B “tracker” shares (in case of plurality, the Class B Shares and individually, the Class B Share), (iv) thirty-four (34) class E “tracker” shares (in case of plurality, the Class E Shares and individually, the Class E Share), (v) twenty-four (24) class H “tracker” shares (in case of plurality, the Class H Shares and individually, the Class H Share), (vi) four thousand one hundred ninety-eight (4,198) class I “tracker” shares (in case of plurality, the Class I Shares and individually, the Class I Share), (vii) sixty (60) class L “tracker” shares (in case of plurality, the Class L Shares and individually, the Class L Share), (viii) five (5) class O “tracker” shares (in case of plurality, the Class O Shares and individually, the Class O Share), (ix) five (5) class P “tracker” shares (in case of plurality, the Class P Shares and individually, the Class P Share), (x) five (5) class Q “tracker” shares (in case of plurality, the Class Q Shares and individually, the Class Q Share), (xi) three hundred two (302) class R “tracker” shares (in case of plurality, the Class R Shares and individually, the Class R Share), (xii) five (5) class S “tracker” shares (in case of plurality, the Class S Shares and individually, the Class S Share) (collectively, the Tracker Shares and individually a Tracker Share) that will track the performance and returns of a particular identified asset or assets of the Company (the “Designated Assets”), which term shall be deemed to include not only the Designated Assets identified as such but also (i) the proceeds of sale of all or any part of such Designated Assets, (ii) any asset which may from time to time reasonably be regarded as having replaced in whole or in part such Designated Assets, including, for the avoidance of doubt, any proceeds of sale (whether in cash or otherwise) received in respect of any such Designated Assets, (iii) any asset acquired in respect of, or as a consequence of owning, any such Designated Assets, and (iv) any income distribution or capital distribution received by the Company in respect of, or in consequence of, owning such Designated Assets.

The Ordinary Shares and the Tracker Shares shall collectively and irrespectively of their class be designated as the Shares and individually and irrespectively of their class be designated as the Share. The holders of the Shares are together referred to as the Partners.

Each Share entitles its holder to one vote”.

3. Miscellaneous.

- That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to decrease the issued share capital of the Company by an amount of one hundred twenty-five Euro (EUR 125.-) in order to bring it from its current amount of one million one hundred forty-two thousand three hundred Euro (EUR 1,142,300.-) to an amount of one million one hundred forty-two thousand one hundred seventy-five Euro (EUR 1,142,175.-) by way of cancellation of five (5) class T tracker shares having a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each. The proceeds of such share capital decrease shall be transferred to the Sole Shareholder.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder decides to amend article 6.1 of the articles of association which shall then be read as follows:

“ **6.1.** The corporate capital of the Company is fixed at one million one hundred forty-two thousand one hundred seventy-five Euro (EUR 1,142,175.-) represented by forty five thousand six hundred eighty seven (45,687) shares with a nominal value of twenty five Euro (EUR 25.-) each, divided into (i) forty thousand five hundred (40,500) ordinary shares (the “Ordinary Shares”), (ii) thirty (30) class A “tracker” shares (in case of plurality, the Class A Shares and individually, the Class A Share) (iii) five hundred nineteen (519) class B “tracker” shares (in case of plurality, the Class B Shares and individually, the Class B Share), (iv) thirty-four (34) class E “tracker” shares (in case of plurality, the Class E Shares and individually, the Class E Share), (v) twenty-four (24) class H “tracker” shares (in case of plurality, the Class H Shares and individually, the Class H Share), (vi) four thousand one hundred ninety-eight (4,198) class I “tracker” shares (in case of plurality, the Class I Shares and individually, the Class I Share), (vii) sixty (60) class L “tracker” shares (in case of plurality, the Class L Shares and individually, the Class L Share), (viii) five (5) class O “tracker” shares (in case of plurality, the Class O Shares and individually, the Class O Share), (ix) five (5) class P “tracker” shares (in case of plurality, the Class P Shares and individually, the Class P Share), (x) five (5) class Q “tracker” shares (in case of plurality, the Class Q Shares and individually, the Class Q Share), (xi) three hundred two (302) class R “tracker” shares (in case of plurality, the Class R Shares and individually, the Class R Share), (xii) five (5) class S “tracker” shares (in case of plurality, the Class S Shares and individually, the Class S Share) (collectively, the Tracker Shares and individually a Tracker Share) that will track the performance and returns of a particular identified asset or assets of the Company (the “Designated Assets”), which term shall be deemed to include not only the Designated Assets identified as such but also (i) the proceeds of sale of all or any

part of such Designated Assets, (ii) any asset which may from time to time reasonably be regarded as having replaced in whole or in part such Designated Assets, including, for the avoidance of doubt, any proceeds of sale (whether in cash or otherwise) received in respect of any such Designated Assets, (iii) any asset acquired in respect of, or as a consequence of owning, any such Designated Assets, and (iv) any income distribution or capital distribution received by the Company in respect of, or in consequence of, owning such Designated Assets.

The Ordinary Shares and the Tracker Shares shall collectively and irrespectively of their class be designated as the Shares and individually and irrespectively of their class be designated as the Share. The holders of the Shares are together referred to as the Partners.

Each Share entitles its holder to one vote”.

There being no further business, the meeting is terminated.

Expenses

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English states herewith that the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party who is known to the notary by his name, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-deuxième jour du mois de décembre.

Pardevant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch.

A comparu:

Peaksid Real Estate Fund I, L.P., une société constituée et existante selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, établie et ayant son siège social au 20-22 Bedford Row, WC1R 4JS, Londres, Royaume-Uni, inscrite au registre des sociétés du Royaume-Uni sous le numéro LP12296,

Ici représentée par Madame Esther Cocco, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 19 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, ès-qualités, a requis le notaire d'acter comme suit:

- Qu'elle est l'associé unique (l'"Associé Unique" ou le "Souscripteur") de Peaksid European Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée par acte de Maître Henri Hellinckx le 19 juillet 2007 (la "Société"), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C"), le 19 octobre 2007, sous le numéro 2357. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Edouard Delosch le 19 novembre 2014, publié au Mémorial C, le 10 décembre 2014, sous le numéro 3809;

- Que le montant actuel du capital social de la Société s'élève à un million cent quarante-deux mille trois cents Euros (EUR 1.142.300,-) représenté par quarante-cinq mille six cent quatre-vingt-douze (45.692) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune, divisé en (i) quarante mille cinq cents (40.500) parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires), (ii) trente (30) parts sociales traçantes de catégorie A, (iii) cinq cent dix-neuf (519) parts sociales traçantes de catégorie B, (iv) trente-quatre (34) parts sociales traçantes de catégorie E, (v) vingt-quatre (24) parts sociales traçantes de catégorie H, (vi) quatre mille cent quatre-vingt-dix-huit (4.198) parts sociales traçantes de catégorie I, (vii) soixante (60) parts sociales traçantes de catégorie L, (viii) cinq (5) parts sociales traçantes de catégorie O, (ix) cinq (5) parts sociales traçantes de catégorie P, (x) cinq (5) parts sociales traçantes de catégorie Q, (xi) trois cent deux (302) parts sociales traçantes de catégorie R, (xii) cinq (5) parts sociales traçantes de catégorie S, et (xiii) cinq (5) parts sociales traçantes de catégorie T, ayant une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune.

- Que l'Associé Unique a ensuite pris les décisions conformément à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Décision de diminuer le capital social de la Société d'un montant de cent vingt-cinq Euros (EUR 125,-) afin de le réduire de son montant actuel de un million cent quarante-deux mille trois cents Euros (EUR 1.142.300,-) à un montant de un million cent quarante-deux mille cent soixante-quinze Euros (EUR 1.142.175,-) par l'annulation de cinq (5) parts sociales traçantes de catégorie T ayant une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune;

2. Modification subséquente des Statuts, de manière à refléter le point ci-dessus de l'agenda; et

3. Divers.

- Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de cent vingt-cinq Euros (EUR 125,-) afin de le réduire de son montant actuel de un million cent quarante-deux mille trois cents Euros (EUR 1.142.300,-) à un montant de un million cent quarante-deux mille cent soixante-quinze Euros (EUR 1.142.175,-) par l'annulation de cinq (5) parts sociales traçantes de catégorie T (EUR 25,-) chacune. Le produit de cette réduction de capital sera transféré à l'Associé Unique.

Deuxième résolution

Suite aux résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6.1 des Statuts comme suit:

« **6.1.** Le capital social de la Société est fixé à un million cent quarante-deux mille cent soixante-quinze Euros (EUR 1.142.175,-) représenté par quarante-cinq mille six cent quatre-vingt-sept (45,687) parts sociales divisées en (i) quarante mille cinq cents (40.500) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»), (ii) trente (30) parts sociales traçantes de catégorie A (en cas de pluralité, les Actions de Catégorie A et individuellement, l'Action de Catégorie A), (iii) cinq cent dix-neuf (519) parts sociales traçantes de catégorie B (en cas de pluralité, les Actions de Catégorie B et individuellement, l'Action de Catégorie B), (iv) trente-quatre (34) parts sociales traçantes de catégorie E (en cas de pluralité, les Actions de Catégorie E et individuellement, l'Action de Catégorie E), (v) vingt-quatre (24) parts sociales traçantes de catégorie H (en cas de pluralité, les Actions de Catégorie H et individuellement, l'Action de Catégorie H), (vi) quatre mille cent quatre-vingt-dix-huit (4,198) parts sociales traçantes de classe I (en cas de pluralité, les Actions de Catégorie I et individuellement, l'Action de Catégorie I), (vii) soixante (60) parts sociales traçantes de classe L (en cas de pluralité, les Actions de Catégorie L et individuellement, l'Action de Catégorie L), (viii) cinq (5) parts sociales traçantes de classe O (en cas de pluralité, les Actions de Catégorie O et individuellement, l'Action de Catégorie O), (ix) cinq (5) parts sociales traçantes de classe P (en cas de pluralité, les Actions de Catégorie P et individuellement, l'Action de Catégorie P), (x) cinq (5) parts sociales traçantes de classe Q (en cas de pluralité, les Actions de Catégorie Q et individuellement, l'Action de Catégorie Q) et (xi) trois cent deux (302) parts sociales traçantes de classe R (en cas de pluralité, les Actions de Catégorie R et individuellement, l'Action de Catégorie R), et (xii) cinq (5) parts sociales traçantes de catégorie S (en cas de pluralité, les Actions de Catégorie S et individuellement, l'Action de Catégorie S) (les Parts Sociales Traçantes) qui traceront la performance et le rendement d'un ou plusieurs actif(s) particulier(s) identifiés de la Société (les Actifs Désignés), ce terme qui sera réputé inclure non seulement les Actifs Désignés identifiés comme tels mais également (i) le produit de la vente de tout ou partie de ces Actifs Désignés (ii) tout actif qui pourra de temps à autre raisonnablement être regardé comme ayant remplacé en tout ou partie ces Actifs Désignés y compris, afin d'éviter tout doute, tout produit de vente (que ce soit en numéraire ou autre) reçu en relation avec ces Actifs Désignés (iii) tout actif acquis en relation avec, ou en conséquence de, la détention de ces Actifs Désignés et (iv) toute distribution de revenu ou de capital reçu par la Société en relation avec, ou en conséquence de, la détention de ces Actifs Désignés.

Les Parts Ordinaires et les Parts Sociales Traçantes seront collectivement et sans considération de leur catégorie désignée comme les Parts Sociales. Il est fait référence aux détenteurs des Parts Sociales ensemble comme les Associés.

Chaque part donne droit à son détenteur à un vote.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance a été levée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à la somme de mille cent Euros (EUR 1.100.-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française; sur demande de la même personne comparante, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: E. COCO, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 23 décembre 2014. Relation: DIE/2014/16736. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 30 décembre 2014.

Référence de publication: 2014209504/201.

(140234452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

PPD Luxembourg II, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 192.603.

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth of December.

Before us, Maître Jean-Paul Meyers notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

PPD Luxembourg I, a société à responsabilité limitée, incorporated and governed under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twenty-seven million three hundred six thousand three hundred seventy-two US dollars (USD 27.306.372.-), having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 192.488,

here represented by Mr. Christophe Nicolay, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 15 December 2014.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder, representing the entire share capital of PPD Luxembourg II (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated and governed under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirty thousand US dollars (USD 30,000.-), having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 192.603, incorporated pursuant to a deed of Me. Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, on 17 November 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing party representing the entire share capital resolves to deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company from its current amount of thirty thousand US dollars (USD 30,000.-) represented by thirty thousand (30,000) shares with a nominal value of one US dollar (USD 1.-) up to twenty-seven million three hundred six thousand three hundred seventy-two US dollars (USD 27,306,372) through the issue of twenty-seven million two hundred seventy-six thousand three hundred seventy-two (27,276,372) shares with a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each;
2. Amendment of article 5.1 of the articles of association; and
3. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the sole shareholder takes and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the Company's share capital by an amount of twenty-seven million two hundred seventy-six thousand three hundred seventy-two US dollars (USD 27,276,372) from its current amount of thirty thousand US dollars (USD 30,000.-) up to twenty-seven million three hundred six thousand three hundred seventy-two US dollars (USD 27,306,372) through the issue of twenty-seven million two hundred seventy-six thousand three hundred seventy-two (27,276,372) new shares with a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each.

The twenty-seven million two hundred seventy-six thousand three hundred seventy-two (27,276,372) new shares issued have been subscribed as follows by PPD Luxembourg I, aforementioned, for the price of twenty-seven million two hundred seventy-six thousand three hundred seventy-two US dollars and ninety cent (USD 27,276,372.90).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in kind consisting of four hundred and forty-seven (447) ordinary shares with a par value of one pound sterling (GBP 1.-) each of PPD International Investment Ltd, a limited company, governed by the laws of England and Wales, having its registered office at PPG Granta Park, Great Abington, Cambridge, Cambridgeshire, United Kingdom, CB 21 6 GQ, registered under the registration number 08032571.

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contribution have been produced to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twenty-seven million two hundred seventy-six thousand three hundred seventy-two US dollars and ninety cent (USD 27,276,372.90) is contributed as follows:

- twenty-seven million two hundred seventy-six thousand three hundred seventy-two US dollars (USD 27,276,372) are allocated to the share capital; and
- zero US dollar and ninety cent (USD 0.90) are allocated to the share premium.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the general meeting of shareholders decides to amend article 5.1 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ 5.1. The Company’s share capital is set at twenty-seven million three hundred six thousand three hundred seventy-two US dollars (USD 27,306,372), represented by twenty-seven million three hundred and six thousand three hundred and seventy-two (27,306,372) shares with a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at 6.500,- €.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L’an deux mille quatorze, le seize décembre.

Par-devant nous, Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

PPD Luxembourg I, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, constituée et existante en vertu des lois du Grand-Duché du Luxembourg, au capital social de vingt-sept millions trois cent six mille trois cent soixante-douze dollars américains (USD 27.306.372,-), immatriculée au Luxembourg sous le numéro d’immatriculation B 192.488,

ici représenté par Mr. Christophe Nicolay, maître en droit résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée, le 15 décembre.

La procuration, paraphée ne varietur par le mandataire du comparant et par le notaire, restera annexée au présent acte afin d’être soumise aux formalités d’enregistrement.

Le comparant est l’associé unique représentant l’intégralité du capital social de PPD Luxembourg II (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social constituée et existante en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, au capital social de trente mille US dollars (USD 30,000.-), dont le siège social est situé au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192.603, constituée selon acte reçu par le notaire Maître Jean Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg en date du 03 novembre 2014.

Le comparant représentant l’intégralité du capital social délibère sur tous les points figurant suivant à l’ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de trente mille dollars américains (USD 30.000,-) représenté par trente mille parts sociales d’une valeur nominale d’un dollar américain (USD 1,-) jusqu’à celui de vingt-sept millions trois cent six mille trois cent soixante-douze dollars américains (USD 27.306.372,-), par l’émission de vingt-sept millions deux cent soixante-seize mille trois cent soixante-douze (27.276.372) parts sociales d’une valeur nominale d’un dollar américain (USD 1,-) chacune

2. Modification de l’article 5.1 des statuts de la Société.

3. Divers

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l’ordre du jour, l’associé unique requiert le notaire instrumentant d’acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

L’associé unique décide d’augmenter le capital social de la Société par un montant de vingt-sept millions deux cent soixante-seize mille trois cent soixante-douze dollars américains (USD 27.276.372,-) de son montant actuel de trente mille dollars américains (USD 30.000,-) jusqu’à celui de vingt-sept millions trois cent six mille trois cent soixante-douze dollars américains (USD 27.306.372,-), par l’émission de vingt-sept millions trois cent six mille trois cent soixante-douze (27.306.372) parts sociales d’une valeur nominale d’un dollar américain (USD 1,-) chacune.

Les vingt-sept millions deux cent soixante-seize mille trois cent soixante-douze (27.276.372) nouvelles parts sociales ont été souscrites par PPD Luxembourg I, susmentionné, pour le prix de vingt-sept millions deux cent soixante-seize mille trois cent soixante-douze dollars américains et quatre-vingt-dix cents (USD 27.276.372,90).

Les parts sociales ainsi souscrites ont été entièrement payées par un apport en nature consistant en quatre cent quarante-sept (447) parts sociales ordinaires, ayant une valeur d’une livre sterling (GBP 1,-) chacune, PPD International

Investment Ltd, une limited company, régie par le droit anglais, ayant son siège social à PPG Granta Park, Great Abington, Cambridge, Cambridgeshire, Royaume-Uni, CB 21 6 GQ et enregistré sous le numéro 08032571.

La preuve de l'existence et de la valeur de cet apport a été produite au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de vingt-sept millions deux cent soixante-seize mille trois cent soixante-douze dollars américains et quatre-vingt-dix cents (USD 27.276.372,90) consiste en:

- vingt-sept millions deux cent soixante-seize mille trois cent soixante-douze dollars américains (USD 27.276.372,-) pour le capital social, et
- zéro dollar américain et quatre-vingt-dix cents (USD 0,90) pour la prime d'émission.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'associé unique décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à vingt-sept millions trois cent six mille trois cent soixante-douze dollars américains (USD 27.306.372,-), représentés par vingt-sept millions trois cent six mille trois cent soixante-douze (27.306.372) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune.»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ 6.500,- €.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire du comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire du comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Nicolay, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 décembre 2014. Relation: RED/2014/2546. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 30 décembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014209537/141.

(140234536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

Oranje-Nassau Développement S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 115, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 166.568.

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire, résidant à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg):

A COMPARU:

Monsieur Jean-Yves HÉMERY, Directeur de société, avec adresse professionnelle à Luxembourg, agissant en sa qualité de Délégué à la gestion journalière de "Oranje-Nassau Développement S.A., SICAR", (ci-après la «Société»), une société d'investissement en capital à risque constituée sous la forme d'une société anonyme et régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 115 avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 166 568, en vertu d'une résolution du Conseil d'administration de la Société prise en réunion en date du 23 septembre 2014

Une copie de l'extrait du procès-verbal de ladite réunion est restée annexée à l'acte de constat d'augmentation de capital reçu par le notaire instrumentant en date du 29 octobre 2019, numéro 96.132 de son répertoire, enregistré à Grevenmacher, le 04 novembre 2014. relation GRE/2014/4300, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, en date du 11 novembre 2014, sous la référence L. 140200338, et publié au Mémorial C, numéro 3712 du 4 décembre 2014, référence 2014174811/104.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

- que le point 5 dudit acte, doit avoir la teneur suivante, au lieu du texte initial contenu dans l'acte enregistré déposé et publié ci-avant:

1. Les nouvelles actions de catégorie A7 et B7 ont été entièrement souscrites et libérées intégralement comme indiqué ci-dessous:

- un million sept cent vingt-deux mille neuf cent cinq (1.722.905) actions de catégorie A7 nouvellement émises d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ont été intégralement souscrites et libérées pour un montant global de un million sept cent vingt-deux mille neuf cent cinq euros (EUR 1.722.905,-) de valeur nominale augmenté d'une prime d'émission globale de quarante millions neuf cent dix-huit mille neuf cent quatre-vingt-treize euros et soixante-quinze cents (EUR 40.918.993,75-) et cinq cent soixante-quatre mille quatre cent soixante-quatorze (564.474) actions de catégorie B7 nouvellement émises d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, pour un montant total de valeur nominale de cinq cent soixante-quatre mille quatre cent soixante-quatorze euros (EUR 564.474,-), représentatives du Compartiment «Oranje-Nassau Développement IHS», par Trief Corporation S.A., une société anonyme existante et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 115, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, par un apport en numéraire;

- un million sept cent quarante-cinq mille sept cent et onze (1.745.711) actions de catégorie A7 nouvellement émises d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ont été intégralement souscrites et libérées pour un montant global de un million sept cent quarante-cinq mille sept cent et onze euros (EUR 1.745.711,-) de valeur nominale augmenté d'une prime d'émission globale de quarante-et-un millions quatre cent soixante mille six cent trente-six euros et vingt-cinq (EUR 41.460.636,25-), représentatives du Compartiment «Oranje-Nassau Développement IHS», par Oranje-Nassau Development B.V., une société de droit néerlandais, ayant son siège social Rembrandt Tower, 22nd floor, Amstelplein 1, 1090HC Amsterdam, Pays-Bas, par un apport en numéraire;

- cinq mille deux cent soixante-quatre (5.264) actions de catégorie A7 nouvellement émises d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ont été intégralement souscrites et libérées pour un montant global de cinq mille deux cent soixante-quatre euros (EUR 5.264,-) de valeur nominale augmenté d'une prime d'émission globale de cent vingt-cinq mille et vingt euros (EUR 125.020,-) et trois cent trois mille neuf cent quatre-vingt-seize (303.996) actions de catégorie B7 nouvellement émises d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, pour un montant total de valeur nominale de trois cent trois mille neuf cent quatre-vingt-seize euros (EUR 303.996,-), représentatives du Compartiment «Oranje-Nassau Développement IHS», par les co-investisseurs tels que définis en annexe 1, par un apport en numéraire.»

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant, par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Jean-Yves HÉMERY, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 décembre 2014. Relation GRE/2014/5245. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014209477/57.

(140234036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2014.

IHG CORE Holdings (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 140.234.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique prises en date du 11 décembre 2014

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique de IHG Core Holdings (Europe) S.à r.l. (la Société) en date du 11 décembre 2014 que l'associé unique a décidé:

(i) d'accepter les démissions de M. Safraz Zavahir et M. Lawrence Statsky de leurs mandats de gérant A de la Société avec effet au 4 décembre 2014; et

(iii) de nommer M. Robert Westling, né le 10 juillet 1965 à New York, Etats-Unis, ayant son adresse professionnelle au 50, Berkeley Street, Londres W1J8HD, Royaume-Unis et (ii) M. Ioannis Vasatis, né le 18 octobre 1957 à Thessaloniki, Grèce, ayant son adresse professionnelle au 50, Berkeley Street, Londres W1J8HD, Royaume-Unis, en tant que gérants A de la Société avec effet au 4 décembre 2014 pour une durée indéterminée.

Pour la société, IHG Core Holdings (Europe) S.à r.l.

Référence de publication: 2014207035/18.

(140230892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2014.
